

Politique | Ligne SNCF Royan/Angoulême : Bussereau s'en prend à la Région



Si la conférence de presse du 12 décembre, préalable au à la session d'hiver du Département, a été l'occasion d'évoquer brièvement l'avenir du péage d'Oléron, il a surtout été l'occasion pour Dominique Bussereau d'évoquer les prochains sujets abordés lors du prochain conseil, dont l'avenir du réseau ferroviaire. Le président de la Charente-Maritime s'en est pris à la Région de façon plutôt virulente au sujet de la modernisation et de l'électrification de la ligne Angoulême/Royan via Saintes, dont les financements d'études complémentaires ne seraient pas assurés.

Selon Dominique Bussereau, une convention doit être signée entre les deux Charentes et la Nouvelle-Aquitaine avant le 31 décembre pour s'assurer les financements de l'Etat dans le cadre de ce projet à 2,7 millions d'euros. Le président de la Charente-Maritime assure n'avoir aucun retour de la Région, et tape du poing sur la table : « Si la Région ne signe pas, nous perdrons 1 millions 250 mille euros d'aide de l'Etat [...] ce sera une déclaration de guerre ! ». Il aurait également appris que la Région « aurait demandé à SNCF Réseau de ne pas s'occuper de l'abaissement des quais à la gare de Royan pour accueillir les TGV ».

L'arrivée des TGV compromise

A la Région, l'énervement de Dominique Bussereau stupéfie Renaud Lagrave, vice-président en charge des infrastructures, transports et mobilités. L' élu régional assure n'avoir jamais eu connaissance de cette date butoir du 31 décembre. « La modernisation de la ligne Angoulême-Royan se trouve dans le contrat de plan Etat-Région, qui s'étend jusqu'en 2020 ». Le projet d'électrification, qui permettrait d'amener les TGV, est pourtant bel et bien compromis à l'instant T. « Aujourd'hui, SNCF Réseau et SNCF mobilités nous disent qu'ils n'ont pas les moyens financiers d'amener les TGV jusqu'à Royan », explique Renaud Lagrave. Et pour la Région qui gère déjà les infrastructures des TER, pas question de payer en plus les TGV, dont les infrastructures autant que les trains appartiennent à la SNCF. « Or, nous n'allons pas dépenser des millions d'euros dans des travaux dont le but est d'accueillir des TGV si c'est pour qu'ils n'arrivent jamais. » Idem pour les travaux d'abaissement des quais de la gare de Royan, prévus pour accueillir des TGV. « Tant que la SNCF ne pourra pas nous garantir l'arrivée des TGV, les travaux ne se feront pas », prévient Renaud Lagrave, avant de rappeler avec un certain agacement : « Nous avons déjà 1,2 milliard d'euros à sortir pour la seule remise en état du réseau ferroviaire. Aujourd'hui, nous

en sommes à un point où l'on tente juste de sauver de la fermeture pure et simple plusieurs lignes TER de Nouvelle-Aquitaine... » Autant dire que le projet n'est pas la priorité. « C'est un sujet qui a toute notre attention, et nous restons à la table des négociations », assure pourtant Renaud Lagrave. « Je suis tout prêt à signer un courrier commun avec Dominique Bussereau pour demander à SNCF Réseau et SNCF Mobilité de tenir leurs engagements. »

Mise à jour le 18/12/17 : Sans trop de surprise, la réponse du président de Région ne s'est pas fait attendre longtemps. Dans un courrier daté du 14 décembre, Alain Rousset réitère l'engagement de la Région auprès des projets en Charente-Maritime. Mais il rappelle également qu'un audit restitué cet été a révélé un besoin de 1143 millions d'euros pour seulement régénérer les lignes régionales ces dix prochaines années. Ajouté au désengagement de la SNCF sur l'entretien de 50% des lignes régionales, "le budget régional se trouvera fort impacté et la situation peut être qualifiée de critique", prévient-il, "une priorisation des projets devra être opérée". Et de rappeler à l'instar de Renaud Lagrave, que certaines lignes doivent être sauvées d'urgence, sans quoi elles fermeront : Limoges-Angoulême (160M€ de travaux à investir), Périgueux-Agen (140M€), Libourne-Bergerac (91M€); La Rochelle-La Roche-sur-Yon (48M€). Alain Rousset invite Dominique Bussereau à se rapprocher de SNCF Voyages pour "négocier le plus amont possible une convention de desserte de la ligne Angoulême-Saintes-Royan [en vue de] garantir les bonnes conditions de dessertes et de financements visés".

Anne-Lise Durif

Crédit Photo : Anne-Lise Durif
Publié sur aqui.fr le 13/12/2017
[Url de cet article](#)